



BREXIT : L'heure est au renforcement de notre solidarité

Le référendum du 23 juin a tranché : le « nouvel arrangement » remporté par M. Cameron pour diluer l'application des règles de l'Union, loin de convaincre les Britanniques de rester dans l'Union européenne, les a plutôt poussés jusqu'au bout du raisonnement, pour la quitter carrément.

Le gouvernement britannique n'a pas encore déclenché la procédure prévue à l'article 50 du TUE pour se retirer de l'Union. Une fois qu'il l'aura fait, il faudra que les négociations entre le Royaume Uni et l'UE aboutissent en deux ans.

En ce moment difficile pour l'Europe, pour sa fonction publique et surtout pour nos collègues britanniques, **loin d'émettre un signal de 'sauve qui peut', nous vous appelons à renforcer notre solidarité.**

Parce que c'est précisément le 'chacun pour soi', autrement dit le manque de solidarité, qui nous a amenés jusqu'ici : ce sont les politiques d'austérité, qui fragilisent la société pour la rendre vulnérable aux sirènes des populistes, qui parviennent ainsi sans difficulté à détourner la fragilisation sociale en peur des immigrés.

D'ailleurs, notre service public européen n'a pas été épargné aux politiques d'austérité, grâce aussi au déni de dialogue social.

Il n'est donc pas question que nos collègues britanniques fassent, à cause de leur nationalité, les frais des errements politiques de l'ensemble des instances européennes et des gouvernements nationaux.

EPSU CJ, affiliée à l'USF, dispose des compétences pour conseiller et défendre les collègues à tous les niveaux, individuellement et collectivement. Bientôt la coordination de la défense juridique sera structurée au niveau interinstitutionnel. Nous vous tiendrons au courant.

Or, la solidarité a son prix. Affiliez-vous à EPSU CJ !